

MESSEAGER DE TAITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

MATANITI 10. — N° 50.

TE VEA NO TAITI.

TAPATI 15 NOU TUTERA.

On s'abonne à l'imprimeur.
Un an 15 fr. — Six mois 10 fr. — Trois mois 5 fr.
Payables d'avance.

DIMANCHE 15 DÉCEMBRE 1861.

Annonces 4 fr. la ligne.
Annonces répétées moitié prix.
Au comptant.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté concernant les dispositions relatives à la police rurale, dans les districts de Pare, Arue, Mahina, Paue, Punaauia et Faau. — Arrêté sur la police urbaine. — Nominations d'interprètes.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Nouvelles locales. — VARIES : Note sur l'agriculture des Philippines.

— Mouvements de port. — Avis divers. — Mercureiale. — Tableau d'alataloge. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE.

Papeete, le 15 décembre 1861.

L'ordonnance du 5 août dernier portant suppression de la vaine pâture dans les districts de Pare, Arue, Mahina, Paue, Punaauia et Faau, attribue au Commissaire Impérial, le droit de régler par voie d'arrêté les mesures d'exécution qu'il se comportera.

L'arrêté du 18 novembre, ci-après publié, satisfait à cette prescription.

L'Administration appelle l'attention de la population sur cet acte important.

Il n'a point pour objet de prohiber l'élève du bétail, mais bien de régulariser cette industrie, par un ensemble de dispositions d'ordre public, dans l'intérêt de l'agriculture que l'Administration considère comme la condition essentielle de la prospérité de Taïti.

Le Comité consultatif d'administration, d'agriculture et de commerce, dans sa première session, a donné sa complète adhésion aux mesures édictées par cet arrêté. Il a en même temps exprimé l'espoir que l'Administration, à l'aide d'une extension de certains impôts par lui indiqués, accordera à l'agriculture des encouragements largement calculés, et pendant une période de temps assez longue, pour inspirer confiance et imprimer aux travaux agricoles une véritable impulsion.

L'Administration, qui partage toutes les vues du Comité sur cette importante question, étudie en ce moment les mesures qui doivent les assurer. Mais la nature de la dracophilie de ces mesures, et celle qui s'agit de toucher l'impôt et d'engager l'assainissement pour une ou plusieurs années, exigeont une approfondie, une élaboration entourée de toutes les garanties de sécurité et de prudence nécessaires pour assurer le succès de l'œuvre. L'Administration est en tout donc, quant à présent, publier cette réglementation, et ce sera que dans quelques mois que son travail pourra être porté à la connaissance de la population. En attendant, elle garantit, dès aujourd'hui, la concession des primes dont l'émunération va suivre, pour l'année dans laquelle nous allons entrer.

SVOIR :

50 c. par pied de café, pour les 10,000 premiers pieds qui seront plantés;

450 f. par hectare planté en cacaoyers, pour les 10 premiers hectares consacrés à cette culture;

400 f. par hectare planté en rotoumiers, pour les 20 premiers hectares;

150 f. par hectare de canne à sucre, pour les 20 premiers hectares;

400 f. par hectare de prairies artificielles, pour les 10 premiers hectares;

100 f. par hectare de cocotiers, pour les 10 premiers hectares;

250 f. par 1,000 kilog. de tabac sec, pour les 2,000 premiers kilog. fabriqués;

4 primés de 2,500 f. chacune, payable en 5 annuités de 500 f., pour des troupeaux de 30 bœufs à cornes et de 33 porcs, troués en moutons, renfermés dans des enclos ou dans des valises;

250 f. par 1,000 kilog. de coton, pour les 8,000 premiers kilog. exportés;

10 f. par kilog. de vanille sèche et marchande et par quantité de 10 kilog. au moins pour les 200 premiers kilog. exportés;

Les conditions de remise de ces primes, seront indiquées par l'Administration à tous ceux qui voudront en profiter et qui devront faire faire la déclaration préalable.

Ces dispositions, qui complètent prochainement l'arrêté en voie d'élaboration, démontreront à la population la pensée qui a prisé à la grande réforme consacrée par l'ordonnance du 5 août. L'Administration, veut que Taïti prenne sa place parmi les pays de production, et sa consistance sollicitude pour les pays en gage du succès de ses efforts. Les propriétaires de bestiaux, que la suppression de la vaine pâture a pu momentanément lésé dans leur industrie, trouveront aussi dans ces dispositions un témoignage de la protection de l'Administration.

Le Commissaire Impérial fait appel à tous les hommes de bonne volonté, sans acceptation d'étrangers, français, étrangers ou indiens, tous également aptes, à profiter des avantages offerts aux travaux agricoles. Il les engage à bien méditer sur ces avantages et il ne doute pas que la réflexion se poète résolument dans la voie ouverte aujourd'hui devant eux.

Toute protection et toute facilité sont acquises aux achats de terres, et un arrêté sera bientôt nécessairement les mesures adoptées pour l'introduction des immigrants utiles aux entreprises agricoles.

Les nouvelles dispositions qui précédent érogent l'article du 22 août 1857, sur les primes agricoles.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société.

Vu l'ordonnance locale du 5 août dernier, portant suppression de la vaine pâture dans six districts de Taïti ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de cette ordonnance,

les mesures à prendre pour son exécution doivent être

réglementées par arrêté du Commissaire Impérial ;

Vu l'ordonnance du 28 avril 1853, et le décret Impérial du 14 janvier 1855 ;

Vu l'avis émis par le Comité consultatif d'administra-

tion, d'agriculture et de commerce, dans les séances des

7 et 11 novembre dernier ;

Sur la proposition de l'ordonnateur L. L. de Directeur

de l'Intérieur ;

Le Conseil d'Administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. A compter du premier janvier prochain, les dispositions suivantes seront mises en vigueur dans les districts de Pare, Arue, Mahina, Paue, Punaauia et Faau.

Art. 1^{er}. Toute personne ayant le droit de clair et de déclerc ses propriétés rurales, selon qu'il le juge convenable, et en tant toutefois qu'il ait la libre propriété des rédâtures existantes, il peut obliger son usage au borrage de leurs propriétés contiguës, à moitié frais.

Art. 2. Tout propriétaire est libre d'avoir chez lui tolle quantité et telle espèce de troupeau qu'il croit utile à la culture et à l'exploitation de ses terres, et de les y faire paître exclusivement, et sans aller sur le domaine public ni sur les propriétés particulières.

Art. 3. Les contraventions aux dispositions de l'article précédent seront punies d'une amende de 10 francs, ou de 20 francs en cas de récidive.

Sil y a violation des propriétés particulières, elles donneront lieu en outre à des dommages-intérêts fixes, à 60 francs, y compris les frais de capture et de conduite des animaux.

Ces amendes et dommages-intérêts seront réglées au fond de los qu'il y aura d'animaux arrêtés en contravention.

Art. 5. Tout propriétaire ou locataire régulier a le droit de tuer les violes, moutons, chevres et porcs trouvés pâtrissant ou errant sur ses terres.

Tous animaux tués resteront au propriétaire, à titre de dommages et intérêts pour les dégâts qu'ils auront pu y causer.

Art. 6. Les bœufs et autres animaux, arrêtés sur la voie publique ou sur une propriété particulière, devront être conduits à la fourrière de Papeete, dans les 18 heures, par l'agent qui aura constaté la contravention ou, dans les six jours, par les soins du propriétaire, après avoir donné à tous ses pensionnaires s'ils sont connus, ou, à défaut, aux autorités locales. Il sera alors dressé procès-verbal de la capture et par lequel sera fixé le poids.

Le propriétaire et ses serviteurs peuvent employer pour la capture des animaux, sur leurs terres, les moyens qu'ils jugeront convenables.

Art. 7. En cas de non réclamation, dans un délai de 12 jours, des animaux mis en fourrière, qu'ils soient ou non marqués, il sera procédé à leur vente aux enchères publiques, et le produit de cette vente sera déposé au Trésor, après prélevement du montant des amendes, dommages-intérêts, frais de fourrière et de nourriture, etc., pour être tenu à la disposition des ayant-droit. En cas d'insuffisance, les frais et les dommages-intérêts seront d'abord prélevés.

La liste des animaux en fourrière sera insérée au Messager, dans les deux derniers numéros, et publiée dans les districts par les agents des autorités locales.

Les frais de fourrière sont fixés à 40 fr., et la nourriture des animaux sera payée sur le pied de 2 fr. par jour, non compris celles où les animaux auront été retenues au vendredi.

Art. 8. Les propriétaires qui réclameront leurs bœufs mis en fourrière, devront préalablement payer les amendes, dommages et intérêts et frais ci-dessus indiqués. En cas de contestation, l'affaire sera portée devant

vers le juge de paix, à Papete, ou devant les juges de paix, selon les principes de la législation en vigueur.

Si l'administration est reconnue illégale, elle donnera lieu à des formalités et procédures très simples.

Le dommage habituel sera alors admis à bénéfice des démonstrations qui précédent, s'il n'est moins d'un tiers de la somme proposée de location en forme d'abonnement, et si ce prétendu dommage n'a pas été préalablement arpenté et borné. Le défaut de justification d'une possession ou d'une jouissance bien établie, ouvrira des droits à dommages-intérêts au propriétaire des animaux tués qu'ils soient fourrerie, sans préjudice à l'aliénation des peines prévues en l'art. 45. Ces dommages-intérêts sont fixés par le juge. Les frais de fourrerie, de nourriture et autres, seront à la charge de l'habitant qui aura solidairement exercé les droits conférés par le présent arrêté.

Art. 16. Quiconque sera trouvé gardant à vue ses bestiaux sous la propriété d'autrui, sans y être de presslement autorisé, sera condamné à une amende et à des dommages-intérêts doubles de ceux indiqués en l'art. 4.

Le troupeau pourra être, en tout cas de partie, arrêté et conduit en fourrière par le propriétaire, le locataire ou leurs agents.

Art. 17. Tout propriétaire, débiteur ou gardien d'animaux, suspensés d'être infectés de maladie contagieuse, sera tenu, sous peine d'un emprisonnement de deux mois à six mois, et d'une amende décrise à deux cent francs, d'en avertir sur-le-champ le Directeur des Affaires européennes.

Art. 18. Seront également punis d'un emprisonnement de deux à six mois, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, ceux qui, au sein des dépendances de l'Administration, auront laissez leurs animaux infectés contaminer d'autres.

Art. 19. Si de la contamination mentionnée au précédent article, il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contracté avec les dépendances de l'autorité administrative, seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cent francs à mille francs ; le tout sans préjudice de l'exécution des lois et règlements relatifs aux maladies épizootiques, et de l'application des peines y parées.

Art. 20. Qui conçoit une emprise des chevaux ou autres bêtes de voitures, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissards dans des stables, écuries ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de seize francs à trois cents francs. Les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la police, pendant deux ans ou moins et jusqu'à six mois.

Art. 21. Qui, sans droit ou sans nécessité, auront tué tous les animaux mentionnés au précédent article, seraient punis, nonobstant l'acte : Si le debt a été commis dans les bâtiments, enclos et dépendances, ou sur les terres dont le maître de l'animal lez était propriétaire, l'eatier, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de deux à six mois ; s'il a été commis dans les lieux dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement sera de six jours à un mois ; s'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à six semaines. Le maximum de la peine sera toujours prononcé en cas de violation de clôture.

Art. 22. Qui conçoit, sans nécessité, tue un animal domestique, dans un lieu non relatif à ce qui est animal saigné, est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus. S'il y a une violation de clôture, le maximum de la peine sera prononcé.

Art. 23. Seront punis d'une amende de cinq à quinze francs et pourront l'être d'un à trois jours de prison, ceux qui auront exercé publiquement ou abusivement de mauvais traitements sur les animaux domestiques et autres. La peine de la prison sera appliquée en cas de récidive.

Art. 24. L'article 163 du Code pénal sera toujours applicable dans l'évaluation des articles 11 à 17 inclus du présent arrêté.

Art. 25. Toutes dispositions antérieures contraires aux présentes, sont et demeurent rapportées.

Art. 26. L'ordonnateur i. f. de Directeur de l'Intérieur et chef du Service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré par son besoin public dans les deux langues du Messager, affiché dans les districts et inséré au Bulletin Officiel des Établissements.

Papeete, le 18 novembre 1861.

E. G. de la RICHERIE.

Par le Commandant, Commissaire Impérial,
L'ordonnateur i. f. de Directeur de l'Intérieur,

Sigle : TRILLARD.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie,

Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Ye les difficultés d'organiser une police locale, offrant le double caractère de fermeté et de modération :

Considérant que les attributions étendues de la gendarmerie impériale permettent de lui demander de remplir le service de la police urbaine de Papete ;

Sur la proposition de l'ordonnateur i. f. de Directeur de l'Intérieur,

En vertu de l'ordonnance du 28 avril 1861, et du décret du 14 janvier 1860,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1er. La brigade de gendarmerie, en résidence à Papete, est chargée de la police urbaine, sous la surveillance du Directeur des Affaires européennes.

Le maréchal des logis, commandant le détachement, adressera au Directeur de l'Intérieur, par l'intermédiaire du Directeur des Affaires européennes, tous les renseignements et documents qu'il lui demandera, pour suivre les détails de cette partie de son service, indépendamment de celles qui sont fixées par décret du 4 mars 1854, sur service de la gendarmerie.

Art. 2. Le maréchal des logis remplira, par disposition spéciale, les fonctions de commissaire de police (ministère Public), auprès du Tribunal de simple police.

Art. 3. Le bureau de police est supprimé. Le Directeur des Affaires européennes désignera, sous sa surveillance et sa responsabilité, un employé de son bureau pour tenir la comptabilité des prisons, des permis de séjour et de départ, des frais d'arrestations et de fourrées, en attendant la réglementation définitive de ce Service. Cette comptabilité continuera d'être vérifiée par l'ordonnateur.

Art. 4. Le local affecté au bureau de police sera transformé en poste de gendarmerie et occupé, chaque jour, de 6 heures du matin à 10 heures du soir, par des gendarmes de service, la nuit il est fermé.

Les gendarmes obéissent, sans délai, à toute réquisition du Directeur des Affaires européennes, chargé et responsable de la tranquillité de la ville.

Le service sera dirigé et il en sera rendu compte dans les formes réglementaires.

Art. 5. Une fourrière sera établie dans le terrain dépendant de la caserne de gendarmerie. Elle sera sous la direction du maréchal des logis.

Deux mutins seront mis à sa disposition pour la surveillance de la fourrière et pour les autres détails de la police urbaine qui ne peuvent être confiés à la gendarmerie.

Ces mutins seront indépendants de ceux des districts, et seront entièrement sous les ordres du maréchal des logis. Les mutins de district n'ont pas à s'occuper de la police, et ce qui concerne les français ou étrangers, dans la ville de Papeete.

Art. 6. Toutes dispositions antérieures contraires aux dispositions du présent arrêté, sont et demeurent abrogées.

Art. 7. L'ordonnateur finira fonctions de Directeur de l'Intérieur et de chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Messager et au Bulletin Officiel des Établissements, pour avoir effet au 1^{er} janvier prochain.

Papeete, le 40 décembre 1861.

Sigle : E. G. de la RICHERIE.

Par le Commandant, Commissaire Impérial,
L'ordonnateur i. f. de Directeur de l'Intérieur,

Sigle : TRILLARD.

Par démission de M. le Commandant Commissaire Impérial, en date du 11 décembre.

ON EST NOMMÉS :

MM. Darling, interprète de 1^{re} classe ;
Ormond, interprète de 1^{re} classe ;
Barff, interprète de 2^e classe ;
Seminae, élève interprète ;
Hoki (sujet français des îles Marquises), élève interprète.

Par décision du même jour, M. Ormond a été nommé à remplir les fonctions d'interprète judiciaire, et M. Barff, celles d'interprète judiciaire suppléant.

Ces deux interprètes ont été attachés au bureau de traduction créé par l'arrêté du 16 novembre dernier.

PARTIE NON OFFICIELLE.

NOUVELLES LOCALES.

L'ouverture de l'Assemblée législative indigène pour la session de 1861, aura lieu mardi prochain, 17 décembre, à la salle du conseil communal hallach.

La séance ouvrira son palais à deux heures précises, pour se rendre à l'Asséoublie.

Et le malama piti i manu sei le 17 ne Tefana, e faa afia ha'a i te Apoo-raa iriti taq taa Tahiti no te matahi 1861, mai le nau faahanauna ta'i matau ha'a.

Ti le hora piti mai ra le Arii vahine e haere mai ai na roto mai i tona Aorai e haere i tana Apoo-raa ra.

NOUVELLES DE L'ARCHIPEL TAHITI.

On nous écrit de l'île Tubuai, à la date du 20 novembre. Nous la visitez que la Reine et le Commandant, Commissaire Impérial ont fait dans l'archipel Tubuai, en septembre dernier, le plus grand accord règne parmi la population indienne, la maison de chefferie a été communiquée et terminée en peu de temps, l'inauguration de cette maison a donné lieu à une grande fête publique.

Les cases du village ont toutes été réparées et blanchies ; les habitants doivent à être régulièrement suivies. La justice fonctionne paisiblement, et chacun se soumet, sans bruit à ses décisions.

Le 9 novembre, la golette du Protectorat "Horset", se trouvait sur route de Tubuai.

Plusieurs transactions commerciales ont été passées entre le capitaine de ce navire et les habitants de l'île.

PARAUEHAPI NO TEPUAI.

Ua papai ha mai te paruu ri no Tepuai mai, i te manu hana 20 ne novembar.

Mo le rova iaa 'u o te Arii vahine, e te Tomana te Auvalua o te Easopera i te manu fenua Tepuai, i te avea ra

o iauia i maha i senet, hawai matie. Ateru i rotepa i te
maha nata o tama fenua ra, ua haamata hia te fare hau,
et auerua i tama maha nata, olo rora sera; et e orou rali boi
te haamata hau te tomo haia o tama fare hau.

Le statut ahuia hi te mai fare hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

Le statut ahuia hi te mai faire hau et le oire, et ua parai
hi te per.

ches des couches intérieures. Les premières fourraient
l'abaca qui sert aux cordages, et les autres, dont les filaments
sont plus fins, servent à faire des tissus.

Les plantes sont exposées aux soleil pendant quelques
heures, pour les rendre plus flexibles. Ensuite on les
place devant un petit banc sur lequel l'enfante par la
pression du pied une lame en fer, place dans des lames
sur le banc, et sur son manchepied, fait descendre la
lame sur la lame de fer, avec un mouvement de rotation
par mouvement de la main, et de ce moyen on sépare
les plantes de leur racines et de leur tige.

Tous les ans, à l'époque des sécheresses, on a une
nouvelle récolte, et une plantation faite dans un terrain
convenable dans indénitement.

5e Culture du tabac.

La culture de cet arbuste se pratique de la même façon
que dans toutes nos colonies. Elle consiste à faire de grands
semis dans des lieux garantis du soleil, soit naturellement
par des arbres, ou artificiellement par des petits arbres.

Lorsque les caïfers ont acquis une élévation de 15 à 20
centimètres, on les transplant dans les terrains préparés
à cet effet. C'est ordinairement dans les grands bois,
à l'exposition du soleil levant, et sur une pente où l'arbre
doit être débarrassé tout au long de ses racines, sauf celles
qui sont enracinées dans le sol. Ensuite, sur des rangs séparés les uns des autres de
3 mètres, on ouvre des trous de 2 mètres en 2 mètres, et
l'on y place les jeunes plants, dont on recouvre les racines
avec de la terre humide.

Les premières années, on est obligé, à trois fois diffé-
rentes, de détruire avec la pioche les mauvaises herbes.
Lorsque les caïfers ont acquis l'âge de trois ans, épouse
en commençant à produire, il suffit de faire chaque
année, après la récolte, un bon sarlage. La quatrième et la
cinquième année, on les élève à la hauteur de 3 mètres
du sol : une trop grande élévation nuirait au développement
des branches horizontales, qui sont celles qui produisent le plus.
La culture se fait au feu et à mesure que les fruits

reignent de vertes bâtons rouge rosé.

Dans nos colonies, aussi bien les fruits récoltés, on les
met au soleil pour les sécher avec toute la pulpe ; ensuite
on les pilule dans des mortiers pour séparer la pulpe séchée
et le parchemin, ou seconde enveloppe du grain.

Les Indiens, aux Philippines, après chaque récolte,
écrasent avec la main la pulpe, et la séparent des grains
en la fendant à grande étau. Après cette manipulation, les
grains qui conservent seulement leur seconde enveloppe ou
parchemin sont séchés pendant quelques heures au soleil
et ramassés dans des sacs.

Pour la première méthode, il faut plusieurs semaines pour
opérer la dessiccation. S'il suffit des plus jeunes et qu'on n'a
pas l'intention de conserver les graines pour la prochaine
année, la grande quantité qui doit à servir, il suffit d'entreposer
la maturation qui doit nécessairement suivre la qualité du
café. Par la méthode indienne, il suffit d'un beau jour de
soleil pour ôter une partie dessicante, et pour que
la récolte puisse être mise en magasin.

6. Culture du cacao.

Le cacao croît facilement dans toutes les localités de
l'île de Luçon ; mais c'est l'île de Cebu qui fournit la
meilleure qualité, et où cette culture se fait le plus en
grand.

Les terres d'alluvions qui ont un grand fond et qui sont
en peu embrigadées par de grands arbres sous les plus
grandes, pour cette culture, sont les plus propres à la
croissance des fruits. La fraîcheur de la terre et l'absence
d'arbres, comme pour cet arbre, détruit toutes les
broussailles, les mauvaises herbes et tous les arbres
qui donneraient trop d'ombre, ou peuvent en égaler la
taille à cinq pieds, ou peuvent se déraciner, et ce réduit la
terre dans la fosse ; ensuite on place au milieu les jeunes
plants, qu'on a eu soin de faire pousser trois semaines
avant dans une petite portion de terre contenue
dans des feuilles de bananier.

Pendant deux ou trois ans on hérite les jeunes arbustes,
et on détruit toutes les mauvaises plantes qui pourraient
les envahir.

La récolte consiste à cueillir les fruits à leur maturité,
à les ouvrir, à séparer les feuilles du parchemin et à
les faire sécher.

7. Culture du coprah.

Cette culture se fait en grand, particulièrement dans
les provinces d'Iloilo ; c'est elle qui demande le moins de
soins. Elle succède ordinairement au riz de montagne.
Aussiôt que cette récolte est faite, on dépose un petit la-
bou sur la graine, et lorsque celle-ci commence à germer,
on la coupe et on la place dans un petit sac, dans lequel on
garde le riz de terre. Deux mois après, on peut
produire des fruits que l'on récolte tous les jours, pendant
que le soleil est le plus ardent.

Cette récolte se continue jusqu'à premières pluies,
qui détruisent les arbustes ou taillent le colos qui les pro-
duisent alors.

8. Culture du sucre.

Au moins l'île de Luçon et particulièrement les provinces
de la Laguna et de Batangas livrent une grande
quantité de sucre au commerce. La compagnie des
Philippines, qui avait alors le monopole, arrête avec les
cultivateurs le prix d'une mesure nommée *posta* ; mais
lorsque ces derniers viennent à Manille livrer leurs récoltes,

